

ARRÊTÉ DU MAIRE

TEMPORAIRE 22 / 23 53 Permission de voirie Occupation du domaine public Au droit du N°129 rue Charles de Gaulle

Réf : 300/DD/YL/VT

Le Maire de la Commune de Montgeron,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de voirie routière,
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de **l'entreprise SUEZ ADMN-Secteur Eau Montgeron**, dont le siège social est situé Pôle administratif, 51 avenue de Sénart - 91230 Montgeron, en date du 4 juillet 2022, afin d'effectuer le renouvellement d'un appareil de fontainerie - Poteau incendie n° DN 100 au droit du 129 avenue Charles de Gaulle à Montgeron et qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers.

A R R Ê T É

- Article 1 **L'entreprise SUEZ ADMN-Secteur Eau Montgeron** est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer le renouvellement d'un appareil de fontainerie - Poteau incendie n° DN 100 au droit du 129 avenue Charles de Gaulle à Montgeron.
- Article 2 **Les travaux se dérouleront du mercredi 13 juillet 2022 au mercredi 3 août 2022 de 09h00 à 16h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en l'état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes: une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.
- Article 6 Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution :
- A Monsieur le Commissaire de Police
 - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 7 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Fait à Montgeron le,

13 JUIL. 2022

Sylvie CARILLON,
Maire de Montgeron
Conseillère régionale d'Ile-de-France